

Expéditeur :

Commission Nationale Informatique et Libertés
Service du droit d'accès indirect
3, Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

LIEU, le DATE

Objet : Accès indirect à certains fichiers de l'État

Madame la Présidente,

En application de l'article 41 de la Loi du 6 janvier 1978, je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'accès indirect aux informations me concernant contenues dans les fichiers suivants :

- Fichier CRISTINA, Décret du 27 juin 2008 et article R841-2 1° du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Gestion du terrorisme et des extrémismes à potentialité violente (GESTEREXT), Décret n°2017-1218 du 2 août 2017 et article R841-2 10° du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), Décret n°2015-252 du 4 mars 2015 et article R841-2 5° du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier de suivi des personnes placées sous main de justice pour la prévention des atteintes à la sécurité pénitentiaire et à la sécurité publique (CAR), Décret n°2015-1465 du 10 novembre 2015.
- ASTREE, Décret n°2017-154 du 8 février 2017.
- BIOPEX, Décret n°2017-1231 du 4 août 2017 et article R841-2 11°.
- Fichier d'informations nominatives de la DGSE, article R841-2 2° du Code de la sécurité intérieure et article 1 2° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.
- Fichier de la DGSE, article 1 6° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.
- Fichier de renseignement militaire (DRM) devenu DOREMI, article R841-2 4° du Code de la sécurité intérieure et article 1 4° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.

- Fichier des personnes étrangères de la Direction du renseignement militaire, article 1 8° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.
- Fichier SIREX, article R841-2 3° du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier BCR-DNRED, article R841-2 9° du Code de la sécurité intérieure.
- Système API-PNR France (Advance Passenger Information – Passenger Name Record), article R232-18 du Code de la sécurité intérieure.

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Expéditeur :

Commission Nationale Informatique et Libertés
Service du droit d'accès indirect
3, Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

LIEU, le DATE

Objet : Effacement d'informations de certains fichiers de l'État

Madame la Présidente,

En application de l'article 41 de la Loi du 6 janvier 1978, je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit indirect d'effacement des informations me concernant contenues dans les fichiers suivants :

- Fichier CRISTINA, Décret du 27 juin 2008 et article R841-2 1° du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Gestion du terrorisme et des extrémismes à potentialité violente (GESTEREXT), Décret n°2017-1218 du 2 août 2017 et article R841-2 10° du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), Décret n°2015-252 du 4 mars 2015 et article R841-2 5° du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier de suivi des personnes placées sous main de justice pour la prévention des atteintes à la sécurité pénitentiaire et à la sécurité publique (CAR), Décret n°2015-1465 du 10 novembre 2015.
- ASTREE, Décret n°2017-154 du 8 février 2017.
- BIOPEX, Décret n°2017-1231 du 4 août 2017 et article R841-2 11°.
- Fichier d'informations nominatives de la DGSE, article R841-2 2° du Code de la sécurité intérieure et article 1 2° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.
- Fichier de la DGSE, article 1 6° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.
- Fichier de renseignement militaire (DRM) devenu DOREMI, article R841-2 4° du Code de la sécurité intérieure et article 1 4° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.

- Fichier des personnes étrangères de la Direction du renseignement militaire, article 1 8° du Décret n°2007-914 du 15 mai 2007.
- Fichier SIREX, article R841-2 3° du Code de la sécurité intérieure.
- Système API-PNR France (Advance Passenger Information – Passenger Name Record), article R232-18 du Code de la sécurité intérieure.

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Annexes : Demande d'accès aux fichiers du Ministère de l'intérieur (On peut n'en demander que quelques-uns!)

Expéditeur :

Ministre de l'intérieur
Place BEAUVAU
75800 PARIS CEDEX 08

LIEU, le DATE

Objet : Accès aux données de certains fichiers placés sous la responsabilité du
Ministre de l'intérieur

Madame, Monsieur le Ministre

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

J'exerce ce droit concernant les fichiers suivants :

- Fichier Automatisé des Empreintes Digitales (FAED), article 6 Décret n°87-249 du 8 avril 1987.
- Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (FNAEG), article R53-15 du Code de procédure pénale.
- Traitement d'Antécédents judiciaires, en application de l'article R40-33 du Code de procédure pénale. Cette demande comprend également les données contenues dans les anciens fichiers « Système de Traitement des Infractions Constatées » (STIC) et « Système Judiciaire de Documentation et d'Exploitation » (JUDEX).
- Fichiers d'analyse sérielle prévus aux articles 230-12 à 230-18 du Code de procédure pénale, dont SALVAC et les bases d'analyse sérielle de la police judiciaire.

Annexes : Demande d'accès aux fichiers du Ministère de l'intérieur (On peut n'en demander que quelques-uns!)

- Données exploitées par les logiciels de rapprochement judiciaire prévus par les articles 230-20 à 230-27 du Code de procédure pénale, en application de l'article 230-23 du même Code et de l'article 5 du Décret n°2012-687 du 7 mai 2012, dont ANACRIM et MERCURE.
- Fichier du Système d'informations Schengen N-SIS II, articles R231-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Enquêtes administratives liées à la sécurité publique (EASP), articles R236-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Application relative à la prévention des atteintes à la sécurité publique (PASP), articles R236-11 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier relatif à la gestion de l'information et la prévention des atteintes à la sécurité publique (GIPASP), articles R236-21 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Gestion des sollicitations et des interventions, article R236-37 du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Sécurisation des interventions et demandes particulières de protection, article R236-38 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Conservation, gestion et exploitation électroniques des documents des services de renseignement territorial, articles R236-46 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier des personnes recherchées (FPR), Décret n°2010-569 du 28 mai 2010.
- Automatisation de la consultation centralisée de renseignements et de données (ACCRéD), Décret n°2017-1224 du 3 août 2017.
- Diffusion et Partage de l'Information Opérationnelle (DPIO), Décret n°2014-187 du 20 février 2014.
- Fichier des Titres Électroniques Sécurisés (TES), Article 11 du Décret n°2016-1460 du 28 octobre 2016.
- Logiciel d'uniformisation des procédures d'identification (LUPIN), Arrêté du 15 octobre 2014.
- Fichier des Objets et Véhicules Signalés (FOVeS), Arrêté du 7 juillet 2017.
- Fichier National des Interdits de Stade (FNIS), Arrêté du 28 août 2007.
- Outil de Centralisation et de Traitement Opérationnel des Procédures et des Utilisateurs de Signatures (OCTOPUS), Direction de police urbaine de proximité de la Préfecture de police de Paris (Service régional de police des transports – Brigade des réseaux ferrés d'Île-de-France – Cellule tags).
- Fichier de renseignement des services de l'information générale de la Direction Centrale de la Sécurité Publique et de la Préfecture de Police de Paris.

Annexes : Demande d'accès aux fichiers du Ministère de l'intérieur (On peut n'en demander que quelques-uns!)

En conséquence, et en application du décret n°2018-687 du 1^{er} août 2018 ayant remplacé pour ces fichiers la procédure d'accès indirect *via* la CNIL au profit d'une procédure directement auprès du responsable du traitement, je vous demande de bien vouloir me communiquer les informations me concernant contenues dans les fichiers cités, et vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

En outre, dans l'éventualité où un de ces fichiers a changé de responsable de traitement, je vous prie de bien vouloir m'en informer.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Annexes : Demande d'effacement des fichiers du Ministère de l'intérieur (On peut n'en demander que quelques-uns!)

Expéditeur :

Ministre de l'intérieur
Place BEAUVAU
75800 PARIS CEDEX 08

LIEU, le DATE

Objet : Effacement des données de certains fichiers placés sous la responsabilité du
Ministre de l'intérieur

Madame, Monsieur le Ministre

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'effacement d'informations me concernant, tel que prévu à l'article 70-20 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, contenues dans les fichiers suivants :

- Fichier Automatisé des Empreintes Digitales (FAED), article 6 Décret n°87-249 du 8 avril 1987.
- Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (FNAEG), article R53-15 du Code de procédure pénale.
- Traitement d'Antécédents judiciaires, en application de l'article R40-33 du Code de procédure pénale. Cette demande comprend également les données contenues dans les anciens fichiers « Système de Traitement des Infractions Constatées » (STIC) et « Système Judiciaire de Documentation et d'Exploitation » (JUDEX).
- Fichiers d'analyse sérielle prévus aux articles 230-12 à 230-18 du Code de procédure pénale, dont SALVAC et les bases d'analyse sérielle de la police judiciaire.
- Données exploitées par les logiciels de rapprochement judiciaire prévus par les articles 230-20 à 230-27 du Code de procédure pénale, en application de l'article 230-23 du même Code et de l'article 5 du Décret n°2012-687 du 7 mai 2012, dont ANACRIM et MERCURE.
- Fichier du Système d'informations Schengen N-SIS II, articles R231-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Enquêtes administratives liées à la sécurité publique (EASP), articles R236-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Application relative à la prévention des atteintes à la sécurité publique (PASP), articles R236-11 et suivants du Code de la sécurité intérieure.

Annexes : Demande d'effacement des fichiers du Ministère de l'intérieur (On peut n'en demander que quelques-uns!)

- Fichier relatif à la gestion de l'information et la prévention des atteintes à la sécurité publique (GIPASP), articles R236-21 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Gestion des sollicitations et des interventions, article R236-37 du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Sécurisation des interventions et demandes particulières de protection, article R236-38 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier Conservation, gestion et exploitation électroniques des documents des services de renseignement territorial, articles R236-46 et suivants du Code de la sécurité intérieure.
- Fichier des personnes recherchées (FPR), Décret n°2010-569 du 28 mai 2010.
- Automatisation de la consultation centralisée de renseignements et de données (ACCRéD), Décret n°2017-1224 du 3 août 2017.
- Diffusion et Partage de l'Information Opérationnelle (DPIO), Décret n°2014-187 du 20 février 2014.
- Fichier des Titres Électroniques Sécurisés (TES), Article 11 du Décret n°2016-1460 du 28 octobre 2016.
- Logiciel d'uniformisation des procédures d'identification (LUPIN), Arrêté du 15 octobre 2014.
- Fichier des Objets et Véhicules Signalés (FOVeS), Arrêté du 7 juillet 2017.
- Fichier National des Interdits de Stade (FNIS), Arrêté du 28 août 2007.
- Outil de Centralisation et de Traitement Opérationnel des Procédures et des Utilisateurs de Signatures (OCTOPUS), Direction de police urbaine de proximité de la Préfecture de police de Paris (Service régional de police des transports – Brigade des réseaux ferrés d'Île-de-France – Cellule tags).
- Fichier de renseignement des services de l'information générale de la Direction Centrale de la Sécurité Publique et de la Préfecture de Police de Paris.

En conséquence, et en application du décret n°2018-687 du 1^{er} août 2018 ayant remplacé pour ces fichiers la procédure d'effacement indirect *via* la CNIL au profit d'une procédure directement auprès du responsable du traitement, je vous demande de bien vouloir effacer les informations me concernant contenues dans les fichiers cités, et vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

En outre, dans l'éventualité où un de ces fichiers a changé de responsable de traitement, je vous prie de bien vouloir m'en informer.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Annexes : Demande d'accès aux fichiers de la PNIJ

Expéditeur :

Ministre de la justice
13 place Vendôme
75042 PARIS Cedex 01

Objet : Accès aux données me concernant recueillies par l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires et par la PNIJ

Madame, Monsieur le Ministre

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

J'exerce par la présente ces droits concernant les informations recueillies lors des collectes de données par l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires prévue à l'article 230-45 du Code de procédure pénale et par la Plate-forme nationale des interceptions judiciaires (PNIJ) prévue à l'article 1^{er} du Décret n°2017-614 du 24 avril 2017, en application des articles R40-42 et suivants du Code de procédure pénale.

En conséquence, et en application du décret n°2018-687 du 1^{er} août 2018 ayant remplacé pour ces fichiers la procédure d'accès indirect *via* la CNIL au profit d'une procédure directement auprès du responsable du traitement, je vous demande de bien vouloir me communiquer les informations me concernant contenues dans traitements automatisés de donnée ci-dessus.

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Annexes : Demande d'effacement des fichiers de la PNIJ

Expéditeur :

Ministre de la justice
13 place Vendôme
75042 PARIS Cedex 01

Objet : Effacement des données me concernant recueillies par l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires et par la PNIJ

Madame, Monsieur le Ministre

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit de demander l'effacement/la rectification des informations me concernant, en application de l'article 70-20 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, recueillies lors des collectes de données par l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires prévue à l'article 230-45 du Code de procédure pénale et par la Plate-forme nationale des interceptions judiciaires (PNIJ) prévue à l'article 1^{er} du Décret n°2017-614 du 24 avril 2017, en application des articles R40-42 et suivants du Code de procédure pénale.

En conséquence, et en application du décret n°2018-687 du 1^{er} août 2018 ayant remplacé pour ces fichiers la procédure d'accès indirect *via* la CNIL au profit d'une procédure directement auprès du responsable du traitement, je vous demande de bien vouloir effacer/rectifier les informations me concernant suivantes :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Expéditeur :

Chef du service central de la police technique et scientifique
Ministère de l'intérieur
Place BEAUVAU
75800 PARIS CEDEX 08

LIEU, le DATE

Objet : Accès aux données du FAED et du FNAEG

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

J'exerce ce droit concernant les fichiers suivants :

- Le Fichier Automatisé des Empreintes Digitales (FAED), en application de l'article 6 du Décret n°87-249 du 8 avril 1987,
- Le Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (FNAEG), en application de l'article R53-15 du Code de procédure pénale.

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction de l'autorité de police qui a émis chaque mention
au fichier.

LIEU, le DATE

Objet : Suppression de la mention n° [identification de la mention] au FAED

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit de supprimer certaines mentions me concernant contenues dans le Fichier Automatisé des Empreintes Digitales.

En conséquence et en application des articles 40 et 70-20 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et des articles 7-1 et 7-2 du Décret n°87-249 du 8 avril 1987, je vous demande de supprimer les mentions suivantes me concernant contenues dans le Fichier Automatisé des Empreintes Digitales :

[LISTE DES MENTIONS]

En application de l'article 7-2 du Décret n°87-249 susmentionné, je vous remercie de me faire parvenir votre réponse dans un délai de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception, à mon adresse : [ADRESSE]

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Ministre de l'intérieur
Place BEAUVAU
75800 PARIS CEDEX 08

LIEU, le DATE

Objet : Accès aux données du fichier des Titres Électroniques Sécurisés

Madame, Monsieur le Ministre

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'accès aux informations me concernant contenues dans le fichier des Titres Électroniques Sécurisés.

En conséquence et en application de l'article 39 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article 11 du Décret n°2016-1460 du 28 octobre 2016, je vous demande de me communiquer les informations me concernant contenues dans le Fichier des Titres Électroniques Sécurisés.

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Expéditeur :

Ministre de l'intérieur
Place BEAUVAU
75800 PARIS CEDEX 08

LIEU, le DATE

Objet : Suppression de données du fichier des Titres Électroniques Sécurisés

Madame, Monsieur le Ministre

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'effacement/de rectification de certaines informations me concernant contenues dans le fichier des Titres Électroniques Sécurisés.

En conséquence et en application de l'article 40 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article 11 du Décret n°2016-1460 du 28 octobre 2016, je vous demande d'effacer/de rectifier les informations suivantes me concernant contenues dans le Fichier des Titres Électroniques Sécurisés :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Expéditeur :

Préfet du domicile

LIEU, le DATE

Objet : Accès aux données du Fichier National des Permis de Conduire

Madame, Monsieur le Préfet

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'accès aux informations me concernant contenues dans le Fichier National des Permis de Conduire.

En conséquence et en application de l'article 39 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article L225-3 du Code de la route, je vous demande de me communiquer les informations me concernant contenues dans le Fichier National des Permis de Conduire.

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, le Préfet, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Préfet du domicile

LIEU, le DATE

Objet : Rectification/Effacement de données du Fichier National des Permis de Conduire

Madame, Monsieur le Préfet

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit de rectification/d'effacement des informations me concernant contenues dans le Fichier National des Permis de Conduire.

En conséquence et en application de l'article 40 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article L225-2 du Code de la route, je vous demande de rectifier/d'effacer les informations suivantes me concernant contenues dans le Fichier National des Permis de Conduire :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, le Préfet, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction du domicile du demandeur

LIEU, le DATE

Objet : Accès au Bulletin n°1 du casier judiciaire

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné·e M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'accès au Bulletin n°1 du casier judiciaire.

En conséquence et en application de l'article 777-2 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir me recevoir pour la communication des données me concernant contenues dans le Bulletin n°1 du casier judiciaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Directeur de l'Unité Information Passagers
11 Rue des Deux-Communes
93558 MONTREUIL CEDEX

LIEU, le DATE

Objet : Accès aux données du système Advance Passenger Information – Passenger Name Record (API-PNR France)

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

J'exerce ces droits en ce qui concerne le système Advance Passenger Information – Passenger Name Record (API-PNR France) en application de l'article R232-18 du Code de la sécurité intérieure.

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Expéditeur :

Directeur de l'Unité Information Passagers
11 Rue des Deux-Communes
93558 MONTREUIL CEDEX

LIEU, le DATE

Objet : Rectification/Effacement de données du système Advance Passenger Information – Passenger Name Record (API-PNR France)

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit de rectification/d'effacement d'informations me concernant contenues dans le système Advance Passenger Information – Passenger Name Record (API-PNR France).

En conséquence et en application de l'article 70-20 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article R232-18 du Code de la sécurité intérieure, je vous demande de rectifier/d'effacer les informations suivantes me concernant contenues dans le système Advance Passenger Information – Passenger Name Record (API-PNR France) :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction du domicile du demandeur

LIEU, le DATE

Objet : Accès au Répertoire des expertises (REDEX)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'accès au Répertoire des expertises (REDEX).

En conséquence et en application de l'article R53-21-10 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir me communiquer les données me concernant contenues dans le Répertoire des expertises (REDEX).

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction du domicile du demandeur

LIEU, le DATE

Objet : Rectification/Effacement de données du Répertoire des expertises (REDEX)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit de rectification/d'effacement du Répertoire des expertises (REDEX).

En conséquence et en application de l'article R53-21-11 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir procéder à la rectification/l'effacement des données suivantes me concernant contenues dans le Répertoire des expertises (REDEX) :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction du domicile du demandeur

LIEU, le DATE

Objet : Accès à la Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Oriente
Procédure pénale Et Enfants (CASSIOPÉE)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

J'exerce ce droit concernant la Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Oriente Procédure pénale Et Enfants (CASSIOPÉE).

En conséquence et en application de l'article R15-33-66-10 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir me communiquer les données me concernant contenues dans la Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Oriente Procédure pénale Et Enfants (CASSIOPÉE).

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction du domicile du demandeur

LIEU, le DATE

Objet : Effacement/Rectification de données de la Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Oriente Procédure pénale Et Enfants (CASSIOPEE)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'effacement/de rectification d'informations me concernant contenues dans la Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Oriente Procédure pénale Et Enfants (CASSIOPEE).

En conséquence et en application de l'article 70-20 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article R15-33-66-10 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir procéder à la rectification/l'effacement des données suivantes me concernant contenues dans la Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Oriente Procédure pénale Et Enfants (CASSIOPEE) :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction du lieu de la procédure ou du SPIP chargé du suivi

LIEU, le DATE

Objet : Accès à Application des Peines, Probation et Insertion (APPI)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

J'exerce ce droit concernant le système de traitement automatisé de données Application des Peines, Probation et Insertion (APPI).

En conséquence et en application de l'article R57-4-7 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir me communiquer les données me concernant contenues dans Application des Peines, Probation et Insertion (APPI).

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Procureur de la République compétent
En fonction du lieu de la procédure ou du SPIP chargé du suivi

LIEU, le DATE

Objet : Effacement/Rectification de données d'Application des Peines, Probation et Insertion (APPI)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'effacement/de rectification d'informations me concernant contenues dans Application des Peines, Probation et Insertion (APPI).

En conséquence et en application de l'article 70-20 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article R57-4-7 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir procéder à la rectification/l'effacement des données suivantes me concernant contenues dans Application des Peines, Probation et Insertion (APPI) :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Directeur du lieu de détention si incarcération ;
Procureur de la République compétent
En fonction du domicile si la personne est libre

LIEU, le DATE

Objet : Accès au Fichier national automatisé des personnes incarcérées (FND)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

J'exerce ce droit concernant le Fichier national automatisé des personnes incarcérées (FND).

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur/Directeur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Directeur du lieu de détention si incarcération ;
Procureur de la République compétent
En fonction du domicile si la personne est libre

LIEU, le DATE

Objet : Effacement/Rectification du Fichier national automatisé des personnes incarcérées (FND)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'effacement/de rectification d'informations me concernant contenues dans Fichier national automatisé des personnes incarcérées (FND).

En conséquence et en application de l'article 70-20 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article 2 de l'arrêté du 28 octobre 1996, je vous demande de bien vouloir procéder à la rectification/l'effacement des données suivantes me concernant contenues dans le Fichier national automatisé des personnes incarcérées (FND) :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur/Directeur, l'expression de ma plus haute considération.

Expéditeur :

Directeur de l'établissement d'incarcération

LIEU, le DATE

Objet : Accès à Gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire (GENESIS)

Madame, Monsieur le Directeur

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mes droits suivants en application des articles 70-18 et 70-19 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 :

- Mon droit d'accès aux données à caractère personnel me concernant et aux données et informations tel que prévu à l'article 70-19 de la loi n°78-17.
- Mon droit d'accès aux informations quant à l'identité et les coordonnées du responsable du traitement, l'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données, les finalités du traitement des données, les recours et droits des 4° et 5° du I de l'article 70-18 de la loi n°78-17, la base juridique du traitement, la durée de conservation des données à caractère personnel ou les critères utilisés pour la déterminer, les catégories de destinataires des données, et toutes informations complémentaires prévues au 4° du II de l'article 70-18 de la loi n°78-17.

En conséquence et en application de l'article 57-9-24 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir me communiquer ces données relativement au système de traitement automatisé de données Gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire (GENESIS).

Je vous remercie de m'envoyer ces informations par courrier à mon adresse, ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Directeur, l'expression de ma plus haute considération.

Annexes : Demande de suppression/rectification de GENESIS

Expéditeur :

Directeur de l'établissement d'incarcération

LIEU, le DATE

Objet : Effacement/Rectification de Gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire (GENESIS)

Madame, Monsieur le Directeur,

Je soussigné(e) M./Mme XXX, né(e) le XXX à XXX, domicilié(e) au XXX, exerce par la présente mon droit d'effacement/de rectification d'informations me concernant contenues dans Gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire (GENESIS).

En conséquence et en application de l'article 70-20 de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'article 57-9-24 du Code de procédure pénale, je vous demande de bien vouloir procéder à la rectification/l'effacement des données suivantes me concernant contenues dans Gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire (GENESIS) :

LISTE DES INFORMATIONS CONCERNÉES

Je vous remercie de bien vouloir m'informer des suites données à cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Directeur, l'expression de ma plus haute considération.